

Nous avons les coffres, *il nous faut les bonnes clés !*

À la Direction de la documentation de l'Université de Bordeaux, Jérôme Poumeyrol est impliqué dans différents projets (open access, bibliométrie) qui intègrent les référentiels pour identifier les auteurs de publications scientifiques et les structures de recherche. Membre du CA de l'ADBU, il anime la commission Recherche et documentation de l'association.

Dans l'usage quotidien des professionnels de l'IST, la distinction entre « référentiel » et « base d'autorité » est, me semble-t-il, de moins en moins tranchée. Sans doute les projets réalisés par les bibliothèques avec d'autres partenaires (notamment nos collègues des directions des systèmes d'information en université) nous amènent-ils à utiliser de plus en plus fréquemment des termes propres aux systèmes d'information. Ainsi, « référentiels » en lieu et place de « bases d'autorité » et de « notices d'autorité ». Cependant, il nous faut parfois revenir aux fondamentaux de la profession pour expliciter à nos interlocuteurs la valeur ajoutée de la production intellectuelle de bases et notices d'autorité.

La différence qui demeure, à mon sens, est celle de la richesse de l'information qui est rassemblée dans ces dernières. S'y ajoute la notion de « certification » d'une information créée par un professionnel. Celle-ci ne peut être proposée avec autant de qualité par les référentiels – d'auteurs ou de structures de recherche, par exemple – des bases de données citationnelles commerciales. Mais, plus que celle de la distinction, la vraie question est peut-être celle de la connexion entre référentiels et bases d'autorité. Nous avons les coffres, mais il faut les bonnes clés !

LAISSER LA PLACE À UNE GÉNÉRATION SPONTANÉE ?

Les grands éditeurs scientifiques et les fournisseurs internationaux de données informationnelles n'ont pas attendu pour créer leurs référentiels – signe évident de leur importance dans l'économie de la connaissance. Le problème est celui de leur multiplicité : quelle est la valeur d'un référentiel si l'on en compte plusieurs pour un même objet ? Lier un ensemble d'objets, d'entités ou de productions en permettant la traçabilité est fondamental et, pour cela, le référentiel s'impose ; mais doit-on laisser la place à une sorte de « génération spontanée » ?

L'exemple des identifiants (ID) auteurs est éclairant : après les ID de producteur commerciaux de bases citationnelles (ResearchID, ScopusID), ceux d'archive ouverte nationale (IdHAL), c'est maintenant le phénomène Orcid. L'adhésion massive à cette proposition d'ID montre qu'elle répond bien à un besoin de la communauté des chercheurs et des éditeurs. L'alimentation et la gestion par le chercheur lui-même avec une ergonomie efficace est intéressante, mais elle pose aussi des questions.

La puissance publique a donc un rôle majeur à jouer en ce domaine hautement stratégique. Identifiants et référentiels sont (parmi d'autres) les leviers de la mise en œuvre du web sémantique, car c'est sur leur qualité que s'appuiera l'exploitation publique et commerciale des données. L'origine « certifiée » et la garantie sur la construction de la donnée passent donc par des organismes publics et des standards internationaux.

UNE DOUBLE ATTENTE QUANT AU RÔLE DE L'ABES

Pour les établissements de l'ESR, l'attente vis-à-vis du rôle de l'Abes est double. D'une part, il s'agit de consolider le travail réalisé depuis près de vingt ans par le réseau des bibliothèques membres du Sudoc : un travail collectif qui a permis de constituer un ensemble de notices d'autorité à la fiabilité reconnue. Ce rôle de coordinateur et de garant de la qualité de l'alimentation des bases reste incontournable, parallèlement à l'adaptation aux évolutions du web et l'accompagnement du réseau dans ces changements.

D'autre part, forte de cet historique, l'Abes doit continuer, par sa capacité d'innovation, à faire fructifier ce gisement informationnel.



© Geralt/Fixabay (CCO)

L'exemple d'IdRef est intéressant : cette application progresse par cercles concentriques. Les liens qui se développent avec Orcid vont, à mon avis, dans le bon sens : des autorités alimentées en proximité par des professionnels et certifiées par un opérateur national mais avec une visibilité internationale et d'autres interconnexions proposées par une « non profit organization ».

Les structures documentaires de l'ESR qui participent au Sudoc ne peuvent, je pense, que souhaiter voir l'Abes jouer pleinement son rôle dans ce fameux et tant attendu « alignement des référentiels ». Cela suppose bien évidemment de se rassembler et d'être cohérent au niveau national avant de nouer des partenariats avec d'autres acteurs internationaux. Les évolutions et discussions en cours prennent cette direction, ce qui laisse entrevoir des résultats positifs dans les prochains mois.

JÉRÔME POUMEYROL

Responsable du service Soutien à la recherche
Direction de la documentation
Université de Bordeaux
jerome.poumeyrol@u-bordeaux.fr